



10 milliards de coupes dans le budget de l'État Une politique au service de la classe capitaliste

Deux mois après son adoption, le budget 2024 a été amputé de 10 milliards d'euros au nom du « remboursement de la dette ».

Les coupes annoncées par le ministre de l'Économie Bruno Le Maire le 18 février ont été validées par un décret publié le 22 février.

Contrairement à ce que prétend Le Maire, **toute la population est concernée** : parents, enseignants, malades, personnes en situation de handicap, chômeurs, jeunes, artistes... Qu'on en juge au vu des principales coupes décidées :

- **700 millions en moins pour l'Éducation nationale.**
Dès le mois de septembre 2024, 2 620 postes d'enseignant devraient disparaître dans les écoles et 1 740 dans les collèges et les lycées. Il faut ajouter la suppression de 4 600 postes d'AED et d'AESH en raison de la suppression de 262 millions à la mission « vie de l'élève ». Une saignée sans précédent qui s'ajoute aux suppressions de postes déjà votées au budget 2024.
- **900 millions en moins pour l'enseignement supérieur et la recherche**, soit en moyenne 1 million de budget en moins pour chacune des universités (c'est l'équivalent de 1 300 postes).

Dans cet ensemble, le budget « vie étudiante » – bourses et logements du CROUS – perd 125 millions, quand 19 % des étudiants ne mangent pas à leur faim et 41 % d'entre eux doivent travailler pour payer leurs études.

- **Toutes ces coupes doivent être annulées.**
- **Tous les moyens doivent être dégagés – en commençant par la confiscation des profits gigantesques des entreprises et des milliards de la loi de programmation militaire – pour répondre aux besoins de la population.**

- **300 millions en moins pour l'aide à l'accès au logement.**
- **204 millions en moins pour la culture.**
- **341 millions en moins pour les infrastructures et services de transport.**
- **230 millions en moins pour la dépendance et le handicap.**
- **130 millions en moins pour la jeunesse et la vie associative.**
- **228 millions en moins pour l'accès et le retour à l'emploi.**

D'autres postes de dépenses sont épargnés par ces coupes massives. C'est par exemple le cas du poste « Sécurité » qui regroupe notamment la police et la gendarmerie, ainsi que celui des armées, avec 3 milliards d'aides supplémentaires à l'Ukraine.

Quant aux patrons, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Patrick Martin, le président du Medef avait prévenu : « Remettre en cause les aides aux entreprises, c'est une ligne rouge » (*Les Échos*, 23 février). Et il a été entendu par le gouvernement qui s'est engagé à ne pas remettre en cause ces aides, et notamment le fameux **Crédit impôt recherche (CIR)** – soit 6 milliards d'euros –, devenu une véritable niche fiscale.

Prenez contact avec le Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.